



Concentration des difficultés dans les quartiers urbains périphériques et à Saint-Laurent-du-Maroni

En Guyane, 32 quartiers prioritaires ont été définis dans six communes. Ils accueillent quatre Guyanais sur dix. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville se sont construits autour de trois piliers : l'emploi, la cohésion sociale et le cadre de vie. Sur le territoire, quatre types de quartiers prioritaires se dessinent en fonction des conditions de vie et d'emploi de leurs habitants.

Philippe Clarenc, Insee

Depuis 2015, une nouvelle géographie des quartiers prioritaires, recentrée sur les zones urbaines qui concentrent les ménages les plus précaires, est en vigueur (*encadré 1*), avec 1 514 quartiers prioritaires en France, dont 32 en Guyane, au titre de la politique de la ville. À leur création, 104 400 personnes habitaient l'un des quartiers de la politique de la ville (QPV). Les deux plus petits accueillent à peine 500 habitants et les deux plus grands comptaient un peu plus de 9 000 habitants.

Les quartiers prioritaires se trouvent à Cayenne, Kourou, Macouria, Matoury, Rémire-Montjoly et Saint-Laurent-du-Maroni (*Figure 1*).

1 Les trois quarts des habitants de Saint-Laurent-du-Maroni vivent en QPV

Caractéristiques des quartiers prioritaires par commune

Selon Commune	Population 2013	Nombre de QPV	Part QP en %	Taille moyenne QP	QP le moins peuplé	QP le plus peuplé
Cayenne	54 710	13	55	2 310	1 050	5 680
Kourou	25 790	3	58	4 960	2 490	8 290
Macouria	10 721	2	63	3 370	3 050	3 690
Matoury	30 240	5	62	3 770	1 640	9 150
Rémire-Montjoly	21 640	3	12	890	540	1 440
Saint-Laurent-du-Maroni	41 520	6	75	5 210	3 110	9 160

Note de lecture : la commune de Cayenne compte 54 710 habitants en 2013, parmi lesquels 55 % vivent en QPV. Les 13 QPV de la commune ont une taille moyenne de 2 310 habitants, le moins peuplé comptant 1 050 habitants contre 5 680 habitants pour le plus peuplé.

Champ : ensemble des six communes de la politique de la ville en Guyane

Source : Insee – Recensement de la population 2013

Quatre Guyanais sur dix vivent dans un quartier prioritaire

La concentration urbaine de la pauvreté et les défis sociaux et économiques de la politique de la ville varient selon les communes. Ainsi, les obstacles à surmonter sont plus faibles à Remire-Montjoly, où une personne sur dix vit en quartier prioritaire, qu'à Saint-Laurent-du-Maroni où la proportion s'élève à près de huit personnes sur dix. Ces difficultés sont mesurées au travers des indicateurs des trois piliers de la politique de la ville : le cadre de vie et le renouvellement urbain, l'emploi et le développement économique, enfin la cohésion sociale.

Une situation économique défavorable dans les quartiers prioritaires

En particulier, en 2016, 19 000 personnes sont au chômage (*définition*) en Guyane, soit 23 % de la population active (en emploi ou au chômage) et 22 000 personnes appartiennent au halo autour du chômage. Le halo autour du chômage traduit l'importance du travail informel en Guyane (*définition*).

En moyenne, les quartiers prioritaires de Guyane se distinguent par un cadre de vie urbain : moins de logements individuels sont présents (54 % contre 71 % de logements individuels hors QPV dans les 6 communes concernées par la politique de la ville). 38 % ont un accès à l'eau chaude contre 63 % hors QPV dans les 6 mêmes communes. De plus, les habitants des QPV sont plus souvent locataires (56 % contre 43 % hors QPV dans les mêmes communes). Les difficultés des QPV sont également amplifiées par la composition des familles : 18 % d'entre elles sont composées d'au moins 4 enfants de moins de 24 ans, contre 10 % ailleurs dans les mêmes communes. Les familles monoparentales représentent 49 % des familles contre 31 % ailleurs dans les mêmes communes. Enfin, dans les QPV, il y a moins d'actifs, moins de cadres et le niveau de diplôme y est plus faible.

Quatre profils de quartiers émergent

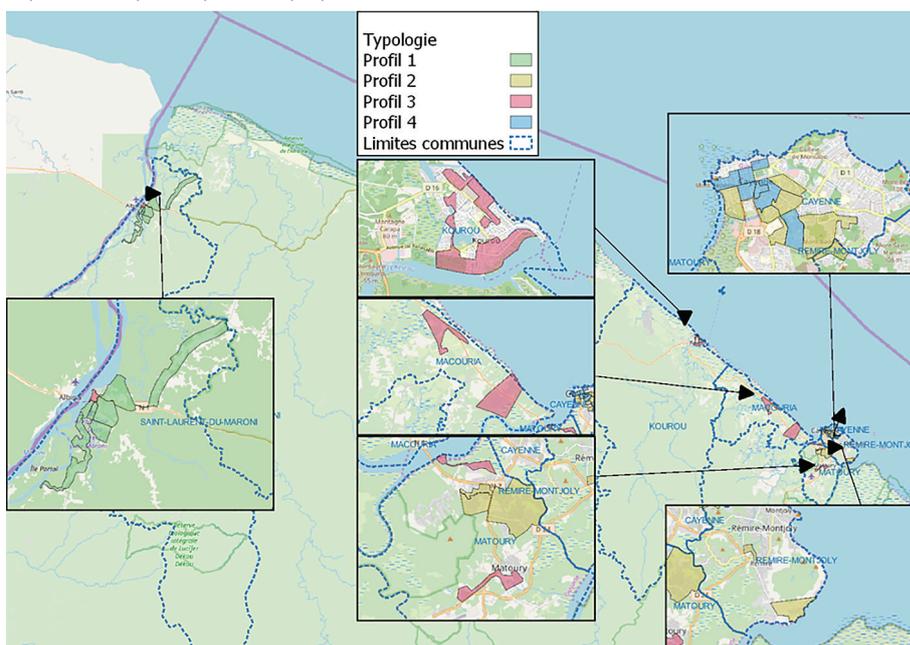
Les 32 quartiers prioritaires de Guyane ont fait l'objet d'une typologie en quatre profils à partir des indicateurs des trois piliers de la politique de la ville. Ces profils permettent de mettre en évidence les principaux enjeux de ces quartiers et les axes d'action en matière de politique de la ville (*figure 2 et 3*).

Encadré 1 – La politique de la ville

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 recentre la géographie prioritaire sur les territoires présentant les difficultés les plus marquées pour y concentrer les moyens publics. La politique de la ville s'articule sur trois piliers : le développement de l'activité économique et de l'emploi, la cohésion sociale, et l'amélioration du cadre de vie des habitants des quartiers. En Guyane (comme en Guadeloupe), les quartiers de la politique de la ville (QPV) correspondent à une partie du territoire communal où les conditions de vie sont les plus difficiles. Le revenu fiscal, indicateur privilégié pour repérer la population pauvre, n'a pas pu être retenu comme critère synthétique de fragilité comme dans les autres territoires de la France, faute de données disponibles.

2 Au-delà de la géographie, les 32 QPV se regroupent en quatre ensembles aux difficultés proches

Répartition des quartiers prioritaires par profil



Répartition des QPV selon les profils de la typologie

Champ : ensemble des 6 communes de la politique de la ville

Source : Recensement de la population 2016 – Insee

3 Quatre profils de quartiers prioritaires

Taux moyen d'un indicateur selon les profils et la partie englobante des QPV

Piliers	Indicateurs	Profil 1	Profil 2	Profil 3	Profil 4	Hors QP
Cadre de vie	Taux de logements avec bain et WC	63	84	94	94	86
	Taux des Logements avec égout	36	35	79	71	43
	Taux de logements vacants	5	10	12	16	11
Cohésion sociale	Taux des moins de 20 ans	57	41	46	37	35
	Taux de familles monoparentales	53	50	43	53	31
	Taux d'étrangers	34	49	32	39	27
Emploi	Taux des 15 à 24 ans scolarisés	52	55	60	57	57
	Taux des 15 à 64 ans pas ou peu diplômés	59	62	52	49	42
	Taux de chômage (au sens du RP)	53	44	34	30	22

Note de lecture : le taux moyen de la vacance des logements est de 16 % pour le profil 4 contre 11 % pour la partie englobante des QPV (les 6 communes hors QPV)

Champ : ensemble des six communes de la Politique de la ville

Source : Recensement de la population 2016 – Insee

Profil 1

La majorité des quartiers prioritaires de Saint-Laurent-du-Maroni sont atypiques à tous les égards

Ce premier profil identifie les quartiers les plus défavorisés de Guyane. Les cinq quartiers le composant se situent tous à Saint-Laurent-du-Maroni (RN1 – Les Sables Blancs, Saint-Maurice, Balate-Charbonnière, Fatima – Route De Mana et Saint-Jean). Ils se détachent d'emblée de tous les autres QPV de Guyane en raison d'indicateurs défavorables sur les trois piliers de la politique de la ville (emploi, cohésion sociale et cadre de vie).

Ce profil se caractérise par des grands ménages plus nombreux : une famille sur trois est une grande famille, contre une sur dix dans les six communes hors QPV. La taille moyenne est de 4,6 individus. Les familles monoparentales représentent plus d'une famille sur deux, et ce taux s'élève jusqu'à 67 % aux Sables Blancs. Enfin, la population est très jeune : les moins de 20 ans représentent 57 % de la population, contre 35 % dans les 6 communes hors QPV.

Les habitants subissent de fortes difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi. En particulier, le taux de chômage est de 53 %, soit 30 points de plus que dans les 6 communes hors QPV. Ce taux de chômage monte à 75 % aux Sables Blancs. La part des inactifs (la population ni en emploi, ni au chômage) est en moyenne de 20 %. Le taux de scolarisation des jeunes de 15 à 24 ans est le plus faible des quatre profils.

Enfin, le parc de logements est de faible qualité : les taux d'équipement des logements en eau chaude (27 %), en salle de bain et toilettes (63 %) sont les plus faibles des QPV de Guyane. Le logement individuel représente 8 logements sur 10. Dans le quartier de Fatima-Route de Mana, par exemple, seuls 14 % des logements ont accès aux égouts. Ces caractéristiques illustrent le logement rural, informel et l'urbanisation peu maîtrisée, historiquement majoritaire sur une partie de ces quartiers.

Atypisme de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, ces quartiers, bien que très défavorisés, sont parfois mieux lotis que le reste de la commune au regard de certains indicateurs. Ces particularités concernent le logement, l'emploi et l'éducation. Les QPV ont bénéficié au cours des dernières années de programmes de rénovation urbaine. De fait, les logements récents dans les zones qui se développent en dehors des QPV sont parfois plus vétustes. Les logements de ce profil sont plutôt mieux équipés en salle de bain et toilettes que ceux du reste de la commune. Le taux d'activité (personnes en emploi ou au chômage) s'élève à 61 % contre 46 % hors QPV, le taux de scolarisation des 15-24 ans est supérieur dans les quartiers de ce profil (52 % contre 31 % dans la commune hors QPV), et la part des 15-64 ans non diplômés nettement inférieure (58 % contre 72 % à Saint Laurent du Maroni hors QPV).

Les enjeux de la politique de la ville sur les quartiers de ce profil sont multiples, tant en matière de formation de la jeunesse et d'insertion, qu'en matière d'aménagement du confort des logements ou de cohésion sociale. Le développement rapide de la commune pose aussi la question d'un élargissement des quartiers prioritaires.

Profil 2

Des quartiers urbains défavorisés et des populations fragilisées en marge des centres-villes dans la CACL

Le second profil identifie les quartiers défavorisés au sein de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral de Guyane (CACL) en marge des cœurs de ville. Les QPV de ce profil sont répartis sur trois communes : Matoury, Cayenne et Remire-Montjoly.

Les logements sont situés le plus souvent en dehors du cœur de la ville, là où les populations les plus précaires et les étrangers s'installent. En effet, historiquement, la population s'est installée en zone urbaine, proche des démarches administratives et des emplois potentiels. Un habitant sur deux est étranger dans ces quartiers : c'est la plus forte concentration d'étrangers dans les quartiers prioritaires de Guyane. Historiquement, les quartiers sont majoritairement issus de constructions informelles, ou de logements collectifs anciens. Ces deux raisons expliquent en partie la moindre qualité du parc de logements : un logement sur trois seulement dispose d'eau chaude ou d'accès aux égouts. Par ailleurs, les QPV de ce profil sont marqués par un parc de logements HLM très faible (seulement 8,5 % de la population réside en HLM). L'offre en logements sociaux est insuffisante par rapport au nombre de bénéficiaires potentiels.

Les habitants font face à de fortes difficultés sur le marché de l'emploi. Elles se reflètent au travers du taux de chômage élevé (44 %), de la part importante des inactifs (23 %) et de nombreuses personnes peu ou pas diplômées (62 %).

En revanche, la structure familiale n'accentue pas la pauvreté : la taille moyenne des ménages dans ce profil est équivalente à celle de la population vivant hors QPV (3,1).

La rénovation urbaine est un des enjeux pour ces quartiers urbains pauvres.

Profil 3

Proches des centres-villes, des quartiers moins précaires que les autres QPV de Guyane

Ce profil identifie des quartiers en difficultés, mais moins défavorisés. Les QPV de ce profil sont répartis sur trois communes : Kourou, Macouria et le quartier du centre-ville de Saint-Laurent-du-Maroni. Les logements sont le plus souvent situés dans les centres-villes de ces trois communes.

Les ménages de ce profil souffrent moins des difficultés liées au logement que dans les autres QPV. Le taux de logements avec bain et toilettes s'élève à 94 % et 79 % des logements sont reliés aux réseaux des égouts. La qualité du parc de logements s'explique en partie par une forte concentration de logements sociaux et la présence de quartiers anciens, donc davantage structurés à Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni : 44 % de la population est logée en logement social, contre 13 % sur les 6 communes hors QPV. Néanmoins, au sein de ces quartiers, on trouve des situations très variables en matière d'habitat et de présence du logement social. Ainsi, la part de personnes vivant en HLM est respectivement de 59 % et 36 % dans les quartiers Eldo et Mairie-Bourg à Kourou, de 26 % à Soula avec la présence dans le même QPV de la ZAC de Soula et du quartier informel de Sablance.

De même, les conditions d'emploi sont moins dégradées que dans les autres profils : les chômeurs et les inactifs sont moins représentés, ces quartiers se situant en périphérie ou à proximité des principaux emplois. Le taux d'activité des habitants de ces quartiers (68 %) est relativement proche de celui de la population vivant hors QPV (69 %).

Enfin, les populations précaires sont moins présentes, avec notamment une part plus faible de population étrangère et de familles monoparentales (respectivement 32 % et 43 % contre 41 % et 48 % en moyenne dans les QPV de Guyane).

Profil 4

Davantage de logements vacants et de personnes seules dans les quartiers du centre-ville de Cayenne

Ce dernier profil identifie les quartiers défavorisés proches du centre-ville de Cayenne. Il est composé de sept quartiers, tous situés à Cayenne et de taille modeste en termes de population.

L'habitat se caractérise par un taux de logements vacants élevés (16 % contre 11 % sur les six communes hors QPV). Le programme Action cœur de ville encourage une observation de la vacance afin de réduire son importance par une politique de rénovation urbaine adaptée. Par ailleurs, ces quartiers regroupent beaucoup de locataires (74 %), habitant des logements collectifs (69 %).

La population se démarque par son profil spécifique : une population très féminisée, un taux de familles monoparentales élevé équivalent à celui des QPV de Saint-Laurent-du-Maroni (53 %). La taille moyenne des ménages est la plus faible et elle est largement en dessous de celle de la population vivant hors QPV (2,6 contre 3,1). Les personnes seules et les seniors y sont surreprésentés. Environ une personne sur trois vivant dans un QPV de ce profil vit seule. L'accompagnement des ménages, la rénovation urbaine des logements, l'insertion sociale, sont des enjeux pour ce profil de quartier.

Des disparités importantes entre chaque commune

En plus des difficultés concernant les trois piliers de la politique de la ville, les particularités des QPV sont également liées à la situation socio-économique de la commune d'appartenance et à l'implantation historique du quartier dans la ville.

Remire-Montjoly se distingue comme étant la commune la plus aisée des six communes abritant un QPV. Les logements individuels représentent presque sept logements sur dix et la grande majorité des ménages sont équipés d'une salle de bain et de toilettes (94 %). De plus, davantage d'actifs (72 % d'actifs) et de cadres y vivent (55 %) mais la mixité sociale est faible. Les quartiers prioritaires sont des poches géographiques restreintes, en marge du cœur de la ville. Ainsi, l'objectif du contrat de ville en faveur des QPV est de lutter contre la ségrégation urbaine et les déséquilibres sociaux au sein de la commune.

À l'inverse, Saint-Laurent-du-Maroni se démarque par des difficultés concernant les trois piliers politiques de la ville plus importantes qu'ailleurs en Guyane. Trois habitants sur quatre vivent dans un quartier prioritaire. Une personne sur deux est au chômage et la part de familles monoparentales s'élève à 54 %. Cette commune se démarque également par certaines spécificités : une taille moyenne de ménages plus grande (un tiers de grande famille), une population plus jeune (53 % de la population a moins de 20 ans), un parc de logements informels majoritaire. Les coûts d'urbanisation a posteriori du développement de constructions informelles débouchent sur de nombreux logements sans réseau de distribution d'eau

et d'électricité. Ces difficultés d'installation touchent plus particulièrement les ménages récemment installés.

Cayenne est marquée par un habitat dégradé. Le taux de logements collectifs est élevé (65 %) et plus des deux tiers des habitants sont locataires. La communauté d'agglomération fait état d'une insalubrité dans le centre ancien, mais aussi dans les faubourgs et la périphérie. De plus, différents secteurs de la ville sont touchés par une occupation illicite de terrain. Par rapport à la moyenne régionale, les Cayennais vivent plus souvent seuls et sont plus âgés. En particulier, 12 % de la population a plus de 60 ans.

La commune de Macouria est marquée par une très forte croissance démographique, la population a été multipliée par 30 en 34 ans et elle continue de s'accroître. Les deux quartiers prioritaires regroupent des difficultés très différentes : pour le premier, la cohésion sociale avec un objectif d'insertion de villages amérindiens dans la ville ; pour le deuxième, les conditions de logements avec une immense ZAC en voie d'expansion et le quartier de Sablance (quartier informel ancien et étendu). Les bailleurs sociaux construiront d'ici 2020 plus de 700 logements à Tonate. De plus, le quartier Soula sera renforcé par une zone d'aménagement concerté qui disposera d'un parc de 2500 logements, des équipements publics et commerciaux. Parallèlement aux projets des bailleurs sociaux, les demandes de permis de construire s'accroissent. L'afflux massif de populations, d'origines culturelles diverses est le principal enjeu pour la ville de Macouria. Le développement récent de la commune en lien avec la périurbanisation de l'île de Cayenne s'est accompagné de la construction massive de logements individuels. En 2016, plus de

huit logements sur dix sont des maisons et les deux tiers des habitants sont propriétaires. À Macouria, l'accès à la scolarisation est plus propice qu'ailleurs en Guyane. De nombreuses personnes résident à Macouria mais travaillent à Cayenne (les navetteurs). Ainsi, le taux de chômage est plus faible qu'ailleurs.

La majorité des habitants de Kourou vivent dans un logement décent. Ainsi, 97 % des logements possèdent une salle de bain et des toilettes et 88 % des logements sont reliés aux égouts. Néanmoins, Kourou est marquée par de fortes inégalités avec la cohabitation de zones aisées et pauvres. Le taux de chômage, deux fois plus élevé dans les QPV (42 %) que dans le reste de la commune, en est un exemple. La structure de l'emploi est liée à l'activité spatiale qui exige des compétences particulières et techniques, attirant de nouveaux habitants avec des hautes qualifications et excluant les habitants qui n'ont pas tous la formation.

Matoury est confrontée aux mêmes difficultés socio-économiques que le reste de la Guyane. Entre 1990 et 2016, la population a triplé pour atteindre 32500 habitants et le parc de logements a quadruplé. Le rythme de croissance reste élevé, en particulier dans des zones dont l'urbanisme est peu maîtrisé (logements informels). Un des enjeux dans les QPV est celui de la salubrité des logements. En particulier, Le Grand-Larivot est un secteur enclavé, très mal desservi par les transports en communs. Cotonnière et Cogneau-Est sont marqués par un habitat principalement illicite. ■

Sources et méthodes

Les indicateurs de conditions de vie sont tous produits à partir des données géolocalisées du recensement de population (RP) des années 2013 ou 2016. Ainsi, les chiffres reflètent des réalités recoupant plusieurs années, et l'impact des mesures ou projets entrepris en Guyane depuis 2017 ne transparaît pas au travers des résultats de cette étude. La typologie des quartiers prioritaires a été obtenue à partir d'une classification hiérarchique ascendante sur composantes principales.

Pour réaliser la typologie, un défaut de précision des données – conséquence d'effectifs trop faibles – impose de rassembler les trois QPV de Remire-Montjoly en un seul groupe.

Toutes les statistiques de l'emploi sont calculées sur la population des 15 à 64 ans.

Définitions

Taux de chômage : au sens du BIT, sur le champ de la Guyane routière et pour les personnes âgées de 15 ans ou plus

Halo autour du chômage : Le Bureau international du travail (BIT) a fourni une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi), ou avec l'inactivité : en effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage.

Autres inactifs : hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler de 15 à 64 ans.

Grand ménage : un grand ménage est composé d'au moins 5 personnes.

Grande famille : une grande famille comprend en son sein au moins 4 enfants de moins de 24 ans.

Pour en savoir plus

- Demougeot L., « *L'insertion professionnelle des 15-29 ans – Un parcours difficile marqué par les inégalités* », Insee Analyses Guyane n° 40, juillet 2019
- Lauvaux M., « *Concilier développement économique et transformation sociale : un enjeu pour l'Ouest guyanais* », Insee Analyses Guyane n° 31, août 2018
- Lauvaux M., « *L'Est Guyanais : un territoire rural, entre tradition et difficile modernisation* », Insee Analyses Guyane n° 33, décembre 2018



Insee
Mesurer pour comprendre

Service territorial de Cayenne
23 ter Avenue Pasteur – CS 36017
97306 Cayenne Cédex

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédactrice en chef :
Sylvie Blanc

Mise en page :
DESK (53) www.desk53.com.fr

ISSN : 2417-0798
© Insee 2020